



PREFET DE LA LOIRE

DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA
PROTECTION DES POPULATIONS
Service environnement et prévention des risques
Immeuble "Le Continental"
10 rue Claudius Buand CS 40272
42014 SAINT-ETIENNE Cedex 2



ARRETE N° 285 /DDPP/16
portant sursis à statuer sur une demande d'autorisation d'exploiter

Le préfet de la Loire

VU le Titre 1er du Livre V du Code de l'Environnement relatif aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement ;

VU l'article R. 512-26 du Code de l'Environnement ;

VU l'arrêté préfectoral n°16-68 du 21 mars 2016 portant délégation de signature à Madame Nathalie GUERSON, Directrice Départementale de la Protection des Populations de la Loire ;

VU l'arrêté préfectoral n° 156/DDPP/16 du 23 mars 2016 portant subdélégation de signature pour les compétences générales et techniques ;

VU la demande présentée par la société SOLOVER en vue d'obtenir l'autorisation d'exploiter une unité de traitement du verre plat sur le territoire de la commune de Saint Romain le Puy ;

VU le retour du dossier d'enquête publique ;

CONSIDERANT que ce dossier a été examiné par le Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques lors de sa séance du 20 juin 2016 mais qu'il ne peut être statué avant le délai fixé par l'article R. 512-26 susvisé, compte tenu des délais accordés à l'exploitant pour formuler des observations ;

SUR PROPOSITION de Madame la directrice départementale de la protection des populations ;

ARRÊTE

ARTICLE 1er - Il est sursis à statuer sur la demande formulée par la société SOLOVER en vue d'obtenir l'autorisation d'exploiter une unité de traitement du verre plat sur le territoire de la commune de Saint Romain le Puy.

Le délai réglementaire prévu à l'article R. 512.26 du Code de l'Environnement susvisé est prorogé de trois mois, soit jusqu'au 4 octobre 2016.

ARTICLE 2

Conformément aux dispositions de l'article L. 514-6 du Code de l'Environnement, la présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le bénéficiaire et commence à courir du jour de la notification de la présente décision.

ARTICLE 3

Monsieur le Sous-Préfet de Montbrison , Madame la directrice départementale de la protection des populations, Madame la Directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargée de l'inspection des installations classées et Madame le maire de Saint Romain le Puy sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie restera déposée en mairie où tout intéressé aura droit d'en prendre connaissance. Un extrait sera affiché pendant une durée minimum d'un mois à la mairie, il sera dressé procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité.

Fait à SAINT-ETIENNE, le 04 JUIL. 2016

Pour la Directrice Départementale
de la Protection des Populations
et par délégation
La Cheffe de Service Environnement
et Prévention des Risques

Geneviève CASCHETTA

Copie adressée à :

- Monsieur le Directeur de la société SOLOVER
ZA de Chézieu
BP 4
42610 SAINT ROMAIN LE PUY
- Sous-Préfecture de Montbrison
- Madame le maire de St Romain le Puy
- Direction Régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement – UT 42
- Archives